Valérie BONNET, Emmanuel MARTY et Cécile ROBERT (éds.), *Mécaniques de la dépolitisation*, *Mots. Les langages du politique*, n° 134, Lyon, ENS Éditions, 2024, pp. 171.

Le n° 134 de *Mots. Les langages du politique* est consacré au dossier *Mécaniques de la dépolitisation*. Il est composé d'une introduction et de six contributions qui abordent la notion de « dépolitisation » au sein de divers genres de discours, en la rapportant à des époques et à des contextes socio-politiques différents. Il est complété par une section *Varia* (pp. 137-178) et par un entretien avec Paul BACOT, ancien directeur de la revue *Mots. Les langages du politique*, chercheur et politique engagé (pp. 181-189).

Dans l'introduction au dossier, *Disqualification des conflictualités, rétrécissement du débat, invisibilisation des valeurs : la dépolitisation en discours* (pp. 9-19), Valérie BONNET, Emmanuel MARTY et Cécile ROBERT rappellent que la notion de « dépolitisation » a fait davantage l'objet de travaux en science politique que dans les sciences du discours, du langage et de la communication. Ce dossier veut ainsi problématiser et creuser cette notion et ce processus sociétal en s'intéressant aux mécanismes par lesquels les instances censées faire prospérer la démocratie – les institutions politiques et les médias d'information – peinent à mettre en discours les conflictualités sociales. Les discours dépolitisants sont le résultat de toute instance qui est chargée de médier le politique ou d'exercer une gouvernementabilité au sein des services publics et au public, allant des organisations internationales aux administrations, des *think tank* aux réseaux socionumériques, en passant par des agences travaillant dans les milieux de l'éducation, de la recherche, de la santé ou de la sécurité. Ce sont donc les différentes mécaniques discursives de la dépolitisation et leurs enjeux qui sont abordés, autour d'une disqualification qui peut passer par une mise en politique des objets et des sujets, par un rétrécissement de l'espace du débat démocratique ou bien par une invisibilisation du politique *via* des rationalités apolitiques. La disqualification du politique peut se manifester par la *peopolisation* des politiques, par l'*infotainment* de la télévision ou par des formats natifs des réseaux socio-numériques, en recourant à des régimes sémio-discursifs de désirabilité politique qui ont le dessus sur des désaccords idéologiques ou programmatiques. Elle peut également concerner des processus visibles, explicites ou violents, par le biais de la marginalisation des radicalités dans l'espace médiatique. Quant au rétrécissement, puisque les stratégies d'évitement de l'espace de médiatisation représenté par le politique ne visent que l'efficacité de l'action, une perte de pensée critique est déployée *via* un discours expert qui affaiblit l'espace des libertés publiques. Relativement à l'invisibilisation du politique, cette dimension de la dépolitisation permet de réfléchir sur la manière dont les langages, les discours, mais aussi les dispositifs numériques peuvent y contribuer.

Dans la première contribution, *Dépolitiser au risque de repolitiser l'abstention ? Les faux-semblants des campagnes gaullistes d'appel au vote (1958-1969)* (pp. 21-38), Zoé KERGOMARD aborde les mécanismes discursifs dépolitisants des campagnes d'appel au vote de la part de sujets présumés être apolitiques au début de la Ve République. La dépolitisation y est conçue en tant qu'ensemble de mécanismes de socialisation politique qui peuvent aller au-delà du politique et du débat démocratique. Dans ce contexte, le politique semble être un processus non linéaire et ouvert à la contestation touchant aux choix collectifs. Par le biais de l'analyse d'un corpus constitué par des spots télévisés et radiophoniques, par des articles de presse consacrés à ces campagnes et par des premiers débats parlementaires sur la pertinence de ces campagnes en 1969, l'attention est d'abord focalisée sur des références nominales et sur des marqueurs *ad hoc* qui sont prononcés par les protagonistes de ces campagnes dans le cadre de la guerre d'Algérie, en vue de mettre en évidence leur positionnement qualifié d'apolitique. Cette recherche procède par le traitement de ces campagnes de (non-)vote au sein de l'instrumentalisation plébiscitaire des campagnes et des référendums. Il émerge que les organismes qui se définissent apolitiques ont tendance à moraliser le vote comme acte de responsabilité individuelle en dramatisant l'abstention et le boycott électoral. Cela amène à repolitiser le (non-)vote et les campagnes d'appel au vote par rapport tant au référendum de 1962 sur l'élection directe du président de la République que sur les mouvements de 1968. Les conclusions de KERGOMARD soulignent que les tentatives d'imposer des interprétations dépolitisées pour (ne pas) voter

au début de la 5e République montrent les limites des pratiques discursives de dépolitisation de la participation citoyenne. Leurs retombées (et paradoxes) révèlent tant la politisation du vote qu'une dépolitisation du non-vote et de l'acte de voter lui-même.

Dans la deuxième contribution, *La* civil tech *dans la presse française, entre technicisation et privatisation du problème démocratique : quand la promotion de la participation citoyenne numérique mène à sa dépolitisation* (pp. 39-56), Tatiana DE FERAUDY examine le discours sur la *civic tech* dans la presse française entre 2016 et 2019, lorsque cette expression fait l'objet de l'agenda politique français. La *civil tech* y apparaît en tant qu'objet de renouvellement politique et ensemble d'outils numériques promus par une coalition entre secteur public et secteur privé, en vue de faciliter l'engagement et la participation citoyenne *via* une interaction entre l'instance citoyenne et l'instance politique ou administrative. Pour mener l'analyse tant manuelle que guidée (par le logiciel IRaMuTeQ) du corpus, l'auteure examine le profil des porte-paroles à l'appui d'une recherche sur le terrain et sur le réseau socio-numérique LinkedIn. Elle relève que ce discours est surtout le fait des personnes qui le promeuvent et qui s'en chargent pour parler de démocratie, d'utilisation du numérique et de succès des start-ups, autrement dit d'innovation souhaitée. Dans le but de montrer l'enjeu de renouvellent démocratique, DE FERAUDY présente les trois opérations synchrones de traduction de la *civil tech* que sont le *naming*, le *blaming* et le *claiming*. En définissant un problème public, la première opération confirme que le désengagement politique est issu d'une crise de la cohésion sociale. La deuxième, qui attribue la responsabilité de cette crise aux institutions publiques, souligne que celles-ci sont obsolètes et éloignées de la population. La troisième, portant sur la formulation d'une demande d'intervention publique, s'appuie sur le modèle de « gouvernement ouvert », axé sur la transparence de l'action publique, la participation citoyenne et le financement public-privé. Il émerge que les sujets promouvant la *civil tech* construisent un discours auto-définitionnel, sans adversaires et positif, accompagnant, en tant que médiateurs, la transformation souhaitée du fait de leurs engagement et maîtrise du numérique. Le modèle entrepreneurial des start-ups doit ainsi être valorisé comme vecteur d'une approche dépolitisée de la participation citoyenne.

La numérisation comme enjeu de dépolitisation fait également l'objet de la troisième contribution, *Lutter contre le « terrorisme » sur les réseaux sociaux : usages d'une catégorie politique dans les discours de Meta, Google et Twitter* (pp. 57-79). Marguerite BORELLI étudie la réaction de Meta (Facebook et Instagram), Google (YouTube) et Twitter aux attentats de Daetch en Europe et aux États-Unis en 2015 en termes d'engagement dans la lutte contre le terrorisme. Son analyse est basée sur un corpus de 268 documents officiels en anglo-américain issus de ces trois firmes, depuis leur création jusqu'en 2021, autour des termes « terrorisme » et « extrémisme violent ». L'hypothèse avancée est que ces plateformes devraient contribuer à un processus de dépolitisation de la notion de « terrorisme » ou à une promotion d'une vision apolitique de ce concept. Les résultats révèlent que, dans tous les formats (blog, conditions d'utilisation, rapports de transparence, document interne, interview, audition parlementaire, autres), ces trois entreprises préfèrent s'inscrire dans des dispositifs maîtrisés sans interaction. En outre, les sujets s'exprimant publiquement sur le terrorisme restent « invisibles » au profit de la mise en avant de spécialistes du domaine. Quant à la manière d'appréhender la notion et la définition de « terrorisme », la dimension politique du terrorisme y est presque nulle au profit de la lutte contre les contenus indésirables et nocifs. Ces plateformes tendent à essentialiser le terrorisme comme une catégorie donnée, sans traiter des enjeux politiques qui y sont liés. Si les sources qui sont utilisées regroupent surtout les djihadismes et les extrémismes violents de droite, les firmes examinées tendent à neutraliser toute critique *via* une mise à distance du caractère politique des désignations. Pourtant, bien que leur acception de « terrorisme » soit vidée d'une dimension politique, des enjeux politiques liés à ce concept touchent à ces trois géants du numérique en raison de leur réactivité vis-à-vis de l'état de la menace et de la montée des violences d'extrême droite.

La communication du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche français à propos de la loi de programmation de la recherche (LPR) du 24 décembre 2020 et les procédés de neutralisation discursive

mettant en relation science et société font l'objet de la contribution de Robin GAILLARD (*Le progrès comme idéologie dépolitisante : analyse de la communication du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur la loi de programmation de la recherche*, pp. 81-99). Selon l'auteur, l'idéologie du progrès est l'un des leviers pour dépolitiser la manière d'appréhender le rapport entre science et société. Pour le démontrer, à partir d'un corpus de 45 communiqués, dossiers de presse et énoncés publiés sur le site web du ministère entre 2019 et 2020, il analyse tant les discours sur la communication politique que ceux sur la communication publique du ministère. À l'appui d'une méthodologie fondée sur l'analyse du discours, par le biais d'une structuration lexicale du corpus *via* la méthode Alceste et le logiciel IRaMuTeQ, il émerge que les mondes lexicaux associés au progrès dans la communication du ministère relèvent de la rationalité scientifique, qui est considérée comme bénéfique en raison de sa capacité à poser des vérités et à répondre aux défis sociétaux. Pour vérifier la dimension dépolitisante de ces positionnements idéologiques, l'auteur se sert des « introducteurs autoprobants » (Guilbert 2015) – génériques et déictiques – en tant qu'outils permettant d'autovalider un propos par la présupposition d'un consensus. Le corpus est notamment riche en introducteurs énonçant une vérité générale et en marqueurs temporels universels, les sciences servant à relever les grands défis de l'humanité dans l'avenir, mais son analyse montre aussi le caractère nécessaire de cette loi et de l'effort financier qui s'ensuit. Quant à la communication publique du ministère, les classes lexicales les plus représentées concernent la revalorisation des carrières et le financement par projet. Ainsi, la communication politique du ministère s'appuie sur des procédés discursifs permettant de se référer à la LPR comme à une loi pour les scientifiques et pour la société, alors que la politique du discours du ministère tend à se détacher de celle-ci, alimentant les critiques adressées à l'encontre de la loi.

Dans la cinquième contribution, *Dire l'urgence climatique : entre rhétorique scientifique de dépolitisation et procédure argumentative de politisation* (pp. 101-117), Sophie ANQUETIL et Carine DUTEIL examinent la rhétorique de dépolitisation des discours sur l'urgence climatique pour analyser les liens entre données scientifiques, médiatisation et enjeux politiques à partir de « The Shift Project » (TSP). À l'appui d'un corpus de documents publiés par TSP – organisme visant à réfléchir et faire réfléchir sur le débat autour de la transition énergétique –, à savoir un « Manifeste », un « Guide méthodologique » et des analyses des programmes politiques pour la présidentielle de 2022, les auteures étudient le positionnement (a)politique de TSP pour comprendre la manière dont cette rhétorique de dépolitisation apparente peut être intégrée dans une démarche argumentative de politisation, en vue de créer un mode d'action politique alternatif. Le cadre méthodologique et conceptuel adopté s'appuie sur les notions de « dépolitisation » (Bourdieu 1982) et de requalification des discours (Lagroye 2003) par des sujets agissant en dehors du champ politique, mais dont les actions sont politiques. Pour déterminer le degré de (dé)politisation des discours de TSP, l'analyse porte tant sur le contexte énonciatif lié au statut du sujet énonciateur et du médium que sur le contenu de l'énoncé, par rapport au référent de l'énoncé, au registre et aux genres discursifs qui sont utilisés. TSP se présente comme une instance énonciative intermédiaire circulant au sein du discours politique, caractérisée par un discours scientifique expert et adressée, en tant que guide, aux corps intermédiaires (responsables économiques, monde académique institutionnel, médias, ONG et grand public). Il se sert du numérique pour justifier sa posture (a)politique, mais le numérique est également le lieu privilégié de la polémique, comme il émerge des documents qui sont liés aux programmes pour la présidentielle de 2022 et des « Manifestes ». Enfin, si la construction d'un collectif unifié et la dénégation de toute différence confirment que les documents de TSP, examinés à l'appui du logiciel *AntConc*, montrent une posture dépolitisée, il est également possible que la dénégation d'un pluralisme politique se révèle être une forme de politisation pour TSP, qui peut engendrer un mode d'action politique alternatif *via* son rôle d'arbitre et de médiateur.

La dernière contribution du dossier, *Les cahiers citoyens du grand débat national (2019) : d'un geste présidentiel dépolitisant à une (re)politisation citoyenne* (pp. 119-136), aborde le « Grand débat national » (GDN), lancée par Emmanuel Macron début 2019 en réaction au mouvement social des Gilets jaunes. Manon PENGAM s'intéresse notamment à l'un des espaces interactionnels qui sont créés dans le cadre de

cette opération : les « cahiers citoyens et d'expression libre » présents dans les mairies, visant à une participation citoyenne officielle de la société civile *via* des propositions. Elle montre notamment que ce dispositif participatif s'inscrit dans une mémoire historique et discursive qui est liée à l'Ancien Régime, dans la mesure où plusieurs ressemblances émergent entre les initiatives liées aux états généraux convoqués par Louis XVI en 1789 et celles qui sont lancées par Emmanuel Macron en 2019. À partir d'une méthodologie fondée sur l'analyse du discours et inspirée des études sur les cahiers de la Révolution française, et sur la science politique, sur la sociologie de l'action publique et sur les mouvements sociaux, l'auteure vise à comprendre si le GDN est un mouvement marqué à la fois par une volonté de dépolitisation du Président de la République et par une (re)politisation citoyenne du dispositif. L'analyse de ces cahiers de doléance, qui est limitée au département de la Creuse, où le débat citoyen est davantage empreint d'un sentiment de relégation et de déclassement, montre qu'ils sont un espace de revendication citoyenne et donc d'expression politique, malgré la prise de conscience par le public citoyen que le pouvoir exécutif ne tiendra pas compte des suggestions reçues. Pour comprendre les raisons de cette mobilisation citoyenne, PENGAM s'appuie sur des indicateurs de repérage de la politisation, et sur des outils de la linguistique et de l'analyse du discours témoignant de deux logiques de conflictualisation et de spécialisation, ainsi que de dynamiques à leur intérieur. Il résulte que ces sujets essaient d'établir une relation avec l'instance qui les dirige, en affirmant une dynamique identitaire collective, et qu'ils présentent des degrés de compétence politique pouvant aller d'une posture d'imposition de son propre « régime de vérité » (Foucault 2001) à une dynamique programmatique pour une plus grande équité socio-spatiale au sein de l'action publique par une plus grande accessibilité des services.

Au bout de ce parcours autour de la dépolitisation et des processus qu'elle met en jeu, un important constat émerge : la question de la dépolitisation est non seulement toujours actuelle, mais elle se renforce et s'évolue, en raison, entre autres, des progrès technologiques et d'une exploitation qui devrait être le plus possible maîtrisée – mais qui a tendance à échapper au contrôle démocratique – des dispositifs numériques.

Le numéro 134 de *Mots* est complété par la section *Varia* et par un *Entretien*.

Le premier article de la section *Varia* a pour titre *(Dis)continuités de la crise et de ses usages : 2022, une année charnière pour la « crise des réfugiés ? »* (pp. 139-161). Cécile BALTY et Valériane MISTIAEN se penchent sur la « crise des réfugiés » faisant suite à l'invasion russe de l'Ukraine et aux mouvements de population ukrainienne vers les pays d'Europe, en proposant l'analyse d'un corpus de presse belge (en français et en néerlandais) collecté entre le 22 février et le 21 mars 2022. Leur but est de comparer la situation qui a lieu début 2022 avec la « crise migratoire » et la « crise de l'accueil » de 2015, à partir du syntagme nominal « la crise » et d'autres dénominations circulant dans la presse à cet égard. Il apparait que le syntagme « la crise » est polyréférentiel et flou, étant donné qu'il peut se référer tant au phénomène migratoire que, surtout, aux retombées de celui-ci par rapport à la guerre. En outre, ce même syntagme peut être remplacé par d'autres syntagmes nominaux, parmi lesquels « la guerre », « le conflit », « la lutte ». Cela permet de souligner que ces renvois vont au-delà du conflit en Ukraine car ils réactivent la mémoire discursive d'autres guerres qui ont comporté l'accueil de personnes réfugiées en Europe, ainsi légitimant l'accueil de la population ukrainienne au sein de l'UE dans les médias des deux communautés linguistiques examinées.

Le second article, rédigé par Stéphanie WOJCIK, *Proposition d'analyse de la conflictualité numérique : les commentaires sur les pages Facebook de deux candidats à la présidentielle française de 2017* (pp. 163-178), explore la dimension critique et conflictuelle des échanges sur Facebook à partir d'un corpus de 365 commentaires. Ceux-ci sont issus d'un post publié sur les pages Facebook de deux candidats à l'élection présidentielle de 2017, à savoir Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, lors de la Journée des droits des femmes du 8 mars 2017 et à l'égard des droits des femmes. La lecture des contenus discursifs présentés dans les pages examinées est effectuée à partir de la théorie des actes de langage de C. Kerbrat-Orecchioni

et elle est appliquée à sept actes de langage : « affirmation », « critique », « interpellation », « menace », « mobilisation », « proposition », « soutien ». Si la polémique a une part importante dans les commentaires au post publié par chacun de deux candidats, celle-ci relève surtout de formes de polarisation engendrant une disqualification du candidat, comme en témoigne la prédominance des actes de langage « affirmation » et « critique ». L'espace des commentaires devient ainsi un espace d'expression du dissensus qui est adapté aux credo des deux candidats : il s'agit de critiques à l'égard des médias et du pouvoir financier pour La France insoumise, et de critiques, par ailleurs plus vives, à l'égard du positionnement même d'Emmanuel Macron pour La République en marche.

Ce numéro se termine par *« Le politique n'existe que par le langage » Entretien avec Paul Bacot réalisé par Sylvianne Rémi-Giraud et Valérie Bonnet* (pp. 181-189). Sylvianne RÉMI-GIRAUD et Valérie BONNET parcourent, avec Paul BACOT, ancien directeur de la revue *Mots. Les langages du politique* et politique engagé du Parti socialiste, la relation entre science politique et lexicologie, au sujet de l'articulation entre modélisation théorique et empirisme des termes et concepts qui la façonnent, et de l'épistémologie qui les sous-tend. Plusieurs relations permettent à Paul BACOT de distinguer termes et concepts qu'il a utilisés dans son parcours de chercheur et qu'il continue à employer dans ses recherches. Tel est le cas de « politique » et « politisation », des deux syntagmes « le politique » et « la politique », ainsi que de « politisation » et « conflit », tout comme de l'utilisation de substantifs abstraits. La deuxième partie de l'entretien porte sur l'expérience de Paul BACOT à la direction de la revue *Mots. Les langages du politique* de 2005 à 2026, sur l'interdisciplinarité qui l'a caractérisée et sur son influence par rapport à ses recherches. La dernière partie relève de l'interconnexion entre pratiques militantes et recherche scientifique à l'égard du rôle d'enseignant-chercheur dont Paul BACOT témoigne également à partir de sa volonté de transmission des connaissances, comme le montre l'ensemble de sa production scientifique et pédagogique.

[Alida M. SILLETTI]